

## MANIFESTATIONS

# « L'effet Saddam » en Syrie

Des manifestations populaires pro-irakiennes signalées au cours des derniers jours dans diverses régions de Syrie, ont bien eu lieu. En dépit des démentis officiels des responsables de Damas qui qualifiaient ces informations de « dénuées de tout fondement », il semblerait au contraire que plusieurs provinces syriennes aient été jusqu'ici intéressées par « l'effet Saddam ». A savoir, l'élan de solidarité inter-arabe qui a parcouru nombre de pays du Proche-Orient en regard de la crise du Golfe.

---

PAR ALBERTO B. MARIANTONI

---

En Syrie, les manifestations en question auraient été accompagnées par un sentiment de révolte populaire vis-à-vis du régime d'Hafez el-Assad. Celui-ci, comme l'on sait, a pris position contre Bagdad dans le différend qui oppose les Etats-Unis à l'Irak, à propos de l'invasion du Koweït le 2 août dernier.

Selon des témoins oculaires, arrivés en Jordanie dans la nuit de jeudi à vendredi, les régions du nord, nord-est et ouest de la Syrie ont été le théâtre

de sanglants affrontements entre les troupes spéciales du régime syrien et les populations civiles qui manifestaient leur soutien au régime de Bagdad. Ces émeutes auraient touché notamment la région pétrolière de Deir ez-Zor, les provinces frontalières d'Al-Hassakeh et Djezireh, ainsi que la région de Homs (l'un des fiefs sunnites du pays), à l'ouest de la Syrie. Elles auraient fait, selon des voyageurs jordaniens, au moins une trentaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Selon des membres de l'opposition syrienne en exil, ces affrontements ne sont pas terminés. D'autres régions du pays connaîtraient à l'heure actuelle le même phénomène. Ce qui aurait obligé hier le gouvernement de Damas à déployer des militaires en tenue de combat dans les principales artères de la plupart des villes syriennes.

Dans ce contexte, on signale également la désertion de 30 pilotes syriens. Ces derniers, partis de Damas à bord de six avions-cargos qui transportaient du ravitaillement pour les troupes syriennes dépêchées en Arabie saoudite, auraient soudainement changé de cap et atterri en Irak, pour rallier l'armée de Bagdad.

## LA CRISE DU GOLFE

# Après Saddam, ce serait encore Saddam ou les islamistes

Par Alberto B. Mariani

■ **L'échec des négociations d'Amman entre le secrétaire général des Nations Unies Perez de Cuellar et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz, ouvre un nouveau chapitre dans la crise du Golfe. Celui notamment d'une situation de ni guerre ni paix entre l'Irak et les puissances occidentales récemment intervenues dans la région du Golfe.**

Cette impasse politique et militaire ne peut cependant que déboucher sur deux cas de figure: celui de la poursuite indéfinie du blocus onusien contre l'Irak, ou celui d'une guerre préventive et déstabilisatrice menée par les Occidentaux contre le régime de Saddam Hussein. Inutile, en effet, de s'attendre à un quelconque déclenchement de la guerre par l'armée de Bagdad. A l'heure actuelle, cela irait contre toute logique. Même proche-orientale...

### Deux cas de figure

Dans le premier cas de figure énoncé, il ne faut pas se faire d'illusions: la solution à la crise ne sera pas immédiate. Même complètement «assiégé», l'Irak sera en condition, tant bien que mal, de résister au blocus, dans un premier temps. Au moins, les prochains cinq ou six mois.

Au contraire, il continuera à camper sur ses positions actuelles (refus d'évacuer le Koweït et de libérer les ressortissants étrangers), ainsi qu'à jouer sur la totalité des «claviers» de son «accordéon». A savoir, les thèmes de l'arabisme, de l'islamisme, de l'anti-américanisme et de la haine d'Israël. Plus encore, ceux de la frustration des masses arabes déshéritées et de l'honneur des militaires syriens, égyptiens, marocains, etc. Désabusés par Washington et par les responsables des pays qui ont accepté d'envoyer leurs troupes en Arabie Saoudite.

La tentative de faire soulever les populations arabes et de pousser les armées de la région au coup d'Etat sont les seules possibilités qui restent encore aujourd'hui au régime de Bagdad pour se soustraire indirectement aux effets du blocus on-

sien. En cas d'échec de cette stratégie, l'Irak ne pourra pas s'en sortir. Asphyxié par l'application intégrale de la résolution 661 du Conseil de sécurité de l'ONU, Saddam Hussein devra bien faire son choix: soit capituler, soit passer à l'offensive. Dans l'un ou dans l'autre cas, le régime irakien toucherait à sa fin.

Le deuxième développement possible de la crise du Golfe, est celui qui découlerait d'une offensive militaire préventive contre l'armée irakienne, déclenchée par les forces occidentales stationnées en Arabie Saoudite, en Turquie et dans le Golfe. Cette offensive, comme dans le cas d'une riposte occidentale à une attaque irakienne, se solderait par la défaite militaire des troupes de Bagdad, ainsi que par le retour au «statu quo ante» pour le Koweït. Cette situation ne manquerait pas de provoquer, comme dans le cas précédent, la chute de Saddam Hussein.

Inutile, dans ce cadre, d'analyser les effets directs de cette guerre: des destructions matérielles, pertes en vies humaines considérables, risques de bouleversements de l'équilibre écologique de la région découlant d'une éventuelle utilisation des armes chimiques, biologiques, bactériologiques ou nucléaires. Moins encore, de prendre en compte les répercussions politiques et sociales qu'un tel conflit pourrait produire sur les autres pays de la région.

### L'après-Saddam

Quelle que soit l'ampleur de dégâts, il est évident que le problème principal qui se posera, à la fin de cette crise, sera celui de «l'après-Saddam». Que se passera-t-il en Irak après la chute du régime actuel? Si l'on exclut d'emblée la solution adoptée par les Alliés en Allemagne lors de la fin de la Deuxième Guerre mondiale (le partage du pays en zones d'influence), on s'aperçoit que toute idée concernant le remplacement du gouvernement actuel par un autre n'est pas réaliste. Ceci, pour la simple raison qu'en Irak, en-dehors de la classe dirigeante actuelle, il y a un vide politique. De surcroît, difficile à remplir.

En revanche, en effet, les partis politiques n'existent pas. Les têtes dirigeantes de l'opposition interne ont été éliminées systématiquement – au propre comme au figuré –, au cours de ces vingt dernières années. Les foyers de résistance parmi la population ont été complètement déracinés. La dissidence ethnique ou religieuse du pays, mise hors de combat. Et dans le meilleur des cas, contrainte à l'exil. De même, en ce qui concerne les différentes factions qui existaient jadis, aussi bien à l'intérieur du Parti Baas au pouvoir que dans les rangs de l'armée irakienne.

● **Suite en page 2**

# Après Saddam, ce serait encore Saddam ou les islamistes

● Suite de la première page

L'élimination physique de ce type d'opposition a commencé en 1979. Et ceci, au fur et à mesure que l'intérêt de ces factions entraînait en conflit avec celui du clan des Takritis - le clan du président Saddam Hussein.

Cette situation de «vide» politique, créée ad hoc par le régime, s'est traduite dans les faits par une déstabilisation générale des structures politiques et militaires du Baas (le parti-Etat de l'Irak). Et par une conséquente montée en flèche du «saddamisme» pur et dur. A savoir, une vision pragmatique et simple du nationalisme irakien et arabe qui s'exprime par l'identification à Saddam. Saddamisme, donc, sur fond des «fantasmes» que tout déshérité du monde cultive secrètement en son cœur. Sans avoir le courage ou la possibilité de les manifester au grand jour.

C'est surtout cela qui fait la popularité actuelle du maître de Bagdad au sein des couches pauvres et moyennes de la population irakienne ou auprès des masses arabes du Proche-Orient. Ceci, cependant, n'est pas le seul effet de ce choix de société. La volonté politique de Saddam Hussein d'unir à tout prix les énergies des différentes populations de son pays, ainsi que la nécessité d'instaurer chez lui un Etat fort et discipliné pour atteindre cet objectif, ont obligé le «Rayassna Ghali» (le président bien-aimé) de l'Irak à embrigader son peuple dans une structure monolithique et rigide. Une structure dirigée, à son tour, par un système hiérarchique et pyramidal par des gens sûrs et fidèles.

Qui donc aurait pu mieux remplir cette tâche, sinon les membres de la famille de Saddam, ses anciens compagnons de lutte, les hommes de son clan, triés sur le volet et durement forgés à son école?

C'est ce qui s'est passé, en Irak, de nos jours. Aujourd'hui, en-dehors de cette classe dirigeante, il y a le néant.

## La relève islamiste

Si l'on exclut les quelques opposants kurdes ou les rares dissidents irakiens de l'ancien Parti Baas ou du Parti communiste irakien en Europe ou au Proche-Orient, la seule force politique organisée qui pourrait prendre la relève du régime de Saddam Hussein est celle des Islamistes irakiens qui ont émigré en Iran entre 1979 et 1981. Regroupés en diverses organisations politico-militaires, basées à Téhéran, les «fous de Dieu» irakiens se comptent actuellement par milliers. Au cours de la guerre Irak-Iran, ils ont même réussi à mettre sur pied une véritable organisation militaire autonome. Notamment la division Badr-9 de l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne. Aujourd'hui, ces Islamistes se disent prêts à se battre aux côtés de Saddam Hussein pour s'opposer au «Grand Satan» américain présent dans le Golfe. Et le cas échéant, à prendre la relève politique du régime irakien, par l'entremise d'une République islamique à Bagdad. En cas de défaite militaire irakienne, les principaux leaders islamistes de ce pays - les hojatoleslams Mouhammad Bager al-Akim et Mahmoud Madrissi - ne devraient pas avoir de grandes difficultés à s'imposer en Irak. Leur Islam, comme le «saddamisme» d'aujourd'hui, parle des «pieds nus» sur la terre et s'adresse, en particulier, aux mêmes masses défavorisées et frustrées de la région. Il le fait avec beaucoup plus d'intensité et d'efficacité que les éventuels «orphelins» de Saddam Hussein et les «va-t-en-guerre» de chez nous pourraient bien l'imaginer. ■

Alberto B. Marantoni

## JIHAD

# Les sourates qui servent Saddam Hussein

*Jihad veut dire «effort» en arabe. Abusivement traduit par «guerre sainte», le Jihad est inséparable de l'Islam pour un musulman*

Le récent appel au Jihad (guerre sainte) lancé par Saddam Hussein (qui vient de provoquer des échos en Iran), ne semble pas avoir été replacé jusqu'ici dans ses justes dimensions. Cet appel étonne et laisse incrédules la plupart des médias occidentaux; d'autre part, il permet à chacun d'attribuer au Jihad n'importe quel méfait, toutes les calamités. Du moins quand on néglige d'approfondir la nature ou la portée de cette notion.

PAR ALBERTO B. MARIANTONI

Or le mot Jihad, en arabe, veut dire «effort». Et par extension, l'«effort des musulmans pour faire régner les droits de Dieu». Cet effort, qu'on continue à traduire à tort par «guerre sainte», n'est en définitive que le premier des devoirs d'un musulman: celui qui lui impose d'œuvrer dans la voie de Dieu et de partager le message islamique par tous les moyens. Pour un musulman, Islam et Jihad sont inséparables. L'un sous-tend l'autre et vice-versa, dans une dynamique qui n'a pas d'équivalent dans les autres religions.

### La lutte avec soi-même

Le Jihad, de ce fait, n'est pas exclusivement combat militaire. C'est d'abord, la lutte qu'on livre avec soi-même à l'intérieur de son âme et qu'on appelle la «Mujahada» ou «al-Jihad al-akbar», le combat sacré majeur. C'est ensuite une lutte extérieure ou combat sacré mineur (al-Jihad al-asghar) qui se caractérise par la volonté de façonner l'âme des autres et par celle de pousser cette mission jusqu'à la lutte armée ou «qital». Et cela, tant à l'intérieur de l'ordre social et politique de la «Oum-mah» (la communauté des croyants) qu'à l'extérieur de celui-ci, dans le «dar el-harb», le territoire de la guerre ou des autres pays du monde non islamisés.

Ordinairement, le Jihad en général n'est pas considéré comme un devoir catégorique individuel (fard al-ayn). Mais comme un devoir (fard al-kifaya) qui engage l'ensemble des croyants. Si «l'effort sur le chemin de Dieu», au contraire, désigne exclusivement un combat militaire, celui-ci – selon la tradition musulmane – ne peut qu'avoir un aspect défensif. De surcroît, lié à l'indépendance ou au respect des droits des peuples musulmans. Dans ce cas, le Jihad devient un devoir catégorique individuel pour tous les musulmans, y compris pour les femmes, les vieillards et les enfants. Et entraîne la mise en pratique de la notion islamique de «néces-

sité absolue». Celle-ci dispense de l'application de la Loi sacrée, tant que dure cet état de nécessité. Elle permet aux musulmans de considérer comme «licite» (mubah), même une chose interdite (haram).

Face au Jihad, les croyants – même divisés et opposés entre eux par des intérêts divergents – ont le devoir de se rassembler au nom de l'Islam et de s'entraider mutuellement, pour faire face aux non musulmans.

Le premier exemple historique qui illustre cette forme de guerre est celui de la bataille de Badr (624). Il s'agit du combat que les premiers musulmans réfugiés à Médine (622-632) durent engager, sur autorisation divine, contre les adversaires mecquois qui étaient déterminés à les exterminer. Les exemples, depuis cette époque, ont été innombrables. Parmi les plus récents et éclatants, on compte ceux qui remontent à l'époque d'el-Mahdi, au Soudan, de Chamyl en Russie du Sud ou à ceux d'Abdelkader et Ouled Sidi Cheikh, au Maghreb, au siècle dernier.

### Quelles bases?

Saddam Hussein, aujourd'hui, pourrait-il les imiter? Et à partir de quelles bases juridico-religieuses pourrait-il décréter la «levée générale» (nafir'amm) et guider le Jihad contre les Américains et les Occidentaux présents dans la région du Golfe?

Voici quelques-uns des arguments théologiques qu'il pourrait revendiquer (les Saoudiens ayant les leurs). Pour les juristes musulmans que nous avons sondés, le Coran est formel: «C'est possible à chaque fois que le «Dar el-Islam» est menacé. Et lorsqu'il s'agit, pour les musulmans, de repousser une agression ou une tentative de domination étrangère».

L'argument coranique qui autoriserait le maître de Bagdad à s'y lancer – soulignent certains oulémas – est le verset 75 de la sourate IV: «Pourquoi ne combattez-vous point pour la cause de Dieu ainsi que pour les hommes, les femmes, les enfants qui se disent abaissés? Seigneur, fais sortir de cette cité les gens qui sont injustes, donne-nous un chef désigné par Toi, assigne-nous un auxiliaire désigné par Toi».

Les Koweïtiens agressés et les Saoudiens décidés à en finir avec Saddam pourraient-ils utiliser le même verset et lancer, à leur tour, le Jihad? «En principe, non», affirment nos interlocuteurs. «La raison principale – affirment-ils – c'est que les Koweïtiens et les Saoudiens sont aussi bien des musulmans que les Irakiens. Rien de plus condam-



LE JIHAD: un devoir qui engage l'ensemble des croyants (Keystone)

nable, aux yeux de l'Islam, que des guerres entre musulmans. Entre croyants, l'arbitrage de la Oum-mah est de rigueur et le Jihad impossible».

La riposte à l'agression – soulignent certains experts en Fiqh (droit islamique) – est permise, mais doit être proportionnée aux dommages subis. «La guerre entre musulmans, en outre, ne doit pas s'accommoder d'alliances incertaines. Les coalitions islamiques doivent être toujours homogènes et claires».

Que faire, alors, en cas d'insuffisance d'hommes, d'armes et de munitions? «Rien, rétorquent les oulémas, ne peut justifier l'alliance avec les ennemis de l'Islam. La foi en Dieu et en la victoire doivent combler les insuffisances d'ordre matériel».